



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

2 0 2 5 0 3 7 7

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°

**autorisant la société coopérative agricole LIMAGRAIN
à moderniser et à poursuivre l'exploitation du complexe agro-industriel d'Ennezat
situé sur les communes d'Ennezat et de St Ignat**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre Ier du livre V ;
- Vu** le code général des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** la directive ETS 2003/87/CE relative à un système d'échange de quotas d'émission de GES dans la Communauté modifiée par la Directive (EU) 2018/410 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 de ce même code ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des réceptifs à pression simples ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté préfectoral du 18 mars 2022 ;
- Vu** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin versant Allier aval approuvé par arrêté inter-préfectoral le 13 novembre 2015 ;
- Vu** le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) en application de l'article L. 541-14 du code de l'environnement adopté par le conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes le 19 décembre 2019 ;

Vu le schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral du 10 avril 2020 ;

Vu le schéma de cohérence territorial (SCOT) du Grand Clermont approuvé le 29 novembre 2011 ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans approuvé le 7 mars 2023 par le conseil communautaire ;

Vu le plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans adopté en novembre 2019 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 août 2010 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 1532 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d)" ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 4140 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 4510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20241045 du 17 juin 2024 planifiant les mesures de préservation des ressources en eau en période d'étiage dans le département du Puy-de-Dôme ;

Vu les actes en date du 06 juillet 1979, 15 mai 1985, 06 août 1997, 22 mai 2002 et 14 janvier 2005 antérieurement délivrés aux sociétés coopératives LIMAGRAIN, DOMAGRI et MAICENTRE autorisant l'exploitation d'installations de séchage, de stockage et de traitement de céréales, grains et produits alimentaires ;

Vu la fusion en date du 17/12/2009 des sociétés coopératives LIMAGRAIN, MAICENTRE et DOMAGRI, à présent identifiées sous la société coopérative agricole LIMAGRAIN ;

Vu la demande du 12 mars 2024, présentée par la société coopérative agricole LIMAGRAIN, dont le siège social est situé au Biopôle Clermont-Limagne, 14 rue Henri Mondor, 63 360 Saint-Beauzire, à l'effet d'obtenir

l'autorisation d'exploiter les nouvelles installations projetées sur le complexe agro-industriel LIMAGRAIN d'Ennezat, situées sur les communes d'Ennezat et de St Ignat, et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 du code de l'environnement ;

Vu les caractéristiques des nouvelles installations projetées, qui consistent en :

Phase 1 : La construction de bâtiments :

- Parc à bennes (stocker et ventiler les grains après récolte) ;
- Stockage de produits finis (MPF) ;
- Séchoir bennes ;
- Atelier potagères (traitement des graines de courges et de concombres) ;
- Silo n°5 qui a pour vocation de remplacer le Silo n°1 ;
- Bâtiments administratifs (bureaux, cantines, vestiaires et laboratoire), sans classement ICPE

Phase 2 : La démolition partielle du silo n°1 du site actuel et démolition complète des bâtiments administratifs (bureaux, vestiaires et laboratoire) ;

Vu la demande de dérogation en date du 12 mars 2024 aux dispositions des articles 2.2.6, 2.2.7, 2.2.8.1, 2.2.8.2, 2.2.8.3 et 2.4.1 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire en date du 16 septembre 2024 et 18 octobre 2024 ;

Vu les conclusions de l'étude d'ingénierie du groupe CNPP en date du 18 octobre 2024 relatif à la protection incendie par système à air appauvri du projet de construction d'entrepôt relevant de la rubrique 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu la décision d'examen au cas par cas en date du 04 juin 2024 ;

Vu la décision en date du 07 octobre 2024 du président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 04 novembre 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique ouverte pour une durée de 15 jours, du lundi 25 novembre 2024 à 10h00 au lundi 09 décembre 2024 à 17h00, sur le territoire des communes de Clerlande, Ennezat, Entraigues, Martres-sur-Morge, Surat, Saint-Ignat et Varennes-sur-Morge ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication en date des 8 et 29 novembre 2024 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes d'Ennezat et de St Ignat, ainsi que par le conseil communautaire de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 2024 autorisant la société coopérative agricole LIMAGRAIN à exécuter, à ses frais et risques, avant la délivrance de l'autorisation environnementale et sans préjuger de celle-ci, les travaux préparatoires relatifs à la construction du magasin de produits finis ;

Vu l'avis du 21 janvier 2025 du CSE de la société coopérative agricole LIMAGRAIN ;

Vu le rapport et les propositions en date du 03 mars 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 17 février 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu la lettre de l'exploitant du complexe agro-industriel LIMAGRAIN d'Ennezat en date du 28 février 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale avec étude d'incidence ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier le choix d'une modernisation des installations au sein du site agro-industriel existant et à proximité immédiate de celui-ci sur des parcelles classées Uac au PLU ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a apporté les justifications et les améliorations attendues sur son projet initial permettant de prévenir les risques pour la santé du voisinage ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les consultations effectuées ont mises en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial en supprimant un bassin de rétention situé en limite de propriété et en conservant un bosquet existant ;

Considérant que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Considérant qu'une étude réalisée par le CNPP conclut qu'en cas d'ouverture de lanterneaux, la perte de l'inertage intervient rapidement engendrant la perte de l'efficacité du système d'extinction par hypoxie ;

Considérant que cette étude du CNPP conclut que, malgré l'absence de désenfumage, la cinétique de développement d'un potentiel incendie sur le nouveau magasin de produits finis est compatible avec les objectifs de sécurité du personnel ;

Considérant qu'au regard de cette étude du CNPP et des caractéristiques particulières du nouveau magasin de produits finis (maintien d'une concentration faible en oxygène), des aménagements de certaines prescriptions générales de l'arrêté du 15 avril 2010 susvisé sont nécessaires ;

Considérant que des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ont été instituées par arrêté préfectoral en date du 05 mai 2017 en application des articles L. 515-8 à 11 du code de l'environnement ;

Considérant les mesures d'évitement, de réduction et de compensation relatives à la préservation de la faune et de la flore et l'absence d'impact résiduel significatif sur les espèces protégées ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté garantissent que les mesures destinées à éviter, réduire, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement, la santé humaine, et à assurer les suivis associés, seront mises en œuvre conformément à l'article L.122-1-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société Coopérative Agricole LIMAGRAIN, référencée sous le numéro SIRET 775 633 357 00246 et dont le siège social est situé Biopôle Clermont-Limagne, 14 rue Henri Mondor, 63 360 Saint-Beauzire, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à moderniser et à poursuivre l'exploitation, sur le territoire des communes d'Ennezat et de St Ignat, au 21 avenue de la Gare, 63 720 Ennezat (coordonnées Lambert 93 X= 717012 et Y= 6534993), des installations relatives au complexe agro-industriel d'Ennezat détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Le présent arrêté supprime les prescriptions des arrêtés suivants :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles	Nature des modifications
AP N° : 1979-3139 du 06/07/1979	L'ensemble des articles à l'exception de l'article 1 autorisant l'exploitant des installations	Suppression
AP N° : 1985-4513 du 15/05/1985	L'ensemble des articles à l'exception de l'article 1 autorisant l'exploitant des installations	Suppression
AP N° : 1997-0143 du 06/08/1997	L'ensemble des articles à l'exception de l'article 1 autorisant l'exploitant des installations	Suppression
AP N° : 2002-1512 du 22/05/2002	L'ensemble des articles à l'exception de l'article 1 autorisant l'exploitant des installations	Suppression
AP N° : 2005-0087 du 14/01/2005	L'ensemble des articles à l'exception de l'article 1 autorisant l'exploitant des installations	Suppression

1.1.3 - Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelle	Surface
ST IGNAT (63 720)	YP	34	16 422 m ²
	YA	1	920 m ²
ENNEZAT(63 720)	YA	2	15 000 m ²
	YA	3	290 m ²
	YA	4	200 m ²
	YA	5	29 690 m ²
	YA	6	40 670 m ²
	YA	7	15 500 m ²
	YA	110	6 073 m ²
	YA	68	12 397 m ²
	YA	69	17 123 m ²
	YA	70	21 010 m ²
	YA	71	6 210 m ²
	YA	72	4 940 m ²
	YA	73	3 900 m ²
	YA	74	113 440 m ²
	YA	75	1 760 m ²
	YA	76	65 068 m ²
	YA	77	6 m ²
	YA	78	581 m ²
	YA	89	5 599 m ²

Les travaux de modernisation réalisés dans le cadre de la présente autorisation se déclinent en différentes tranches :

N° de tranche	Surface de travaux	Dates de démarrage prévisionnelles	Parcelles concernées
Phase 1 :			
Nouveau Magasin de produits finis (MPF)	32 235 m ²	Immédiat	YA 71 YA 72 YA 76
Nouveau silo n°5	13 000 m ²	Immédiat	YA 5 YP 34
Nouveau Parc à bennes	18 900 m ²	Janvier 2026	YA 72 YA 74 YA 75 YA 76
Atelier potagères	1 385 m ²	Janvier 2027	YA 74
Séchoir bennes	1 436 m ²	Janvier 2028	YA 69 YA 74 YA 75 YA 76
Phase 2 :			
Démolition partielle du silo n°1	15 400 m ²	Janvier 2026	YA 69

1.1.4 - Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre en application de l'article L. 229-6 ;
- La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R229-5 du code de l'environnement :

Activité	Gaz à effet de serre concerné
<p>Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW</p> <p>Situation actuelle : Puissance thermique nominale totale : 119,8 MW <ul style="list-style-type: none"> • Séchoirs + chaudières usine semences : 65 MW • Séchoirs Silo 1 : 36,5 MW • Silo 2 : 3,7 MW • Silo 4 : 14,6 MW </p> <p>Situation après phase 1 (construction du nouveau silo n°5) : Puissance thermique nominale totale : 133,4 MW <ul style="list-style-type: none"> • Séchoirs + chaudières usine semences : 65 MW • Séchoirs Silo 1 : 36,5 MW • Silo 2 : 3,7 MW • Silo 4 : 14,6 MW • Silo 5 : 13,6 MW </p> <p>Situation après phase 2 (démolition partielle du silo n°1) : Puissance thermique nominale : 96,9 MW <ul style="list-style-type: none"> • Séchoirs + chaudières usine semences : 65 MW • Silo 2 : 3,7 MW • Silo 4 : 14,6 MW • Silo 5 : 13,6 MW </p>	<p>Dioxyde de carbone (CO₂)</p>

1.1.5 - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 - Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1414-3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Installation de remplissage alimentant les chariots GPL	Activité sans seuil	DC
1510-2.b	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500T)	Magasin de stockage de l'usine semences	210 000 m³	E
1511-1	Entrepôts exclusivement frigorifiques	Magasin de stockage de l'usine semences 16 700 m³ Nouveau Magasin de produits finis 134 700 m³	151 400 m³	E
1532-2.b	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues	Hangar dédié au stockage de palettes	2 354 m³	D
2160-1.a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires	<u>Silos plats</u> Semences 9 000 m³ Silo 1 34 000 m³	43 000 m³ 9 000 m³ à l'issue des travaux de modernisation	E
2160-2.a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires	<u>Autres installations</u> Semences 26 409 m³ Silo 1 : 52 800 m³ Silo 2 : 70 220 m³ Silo 3 : 59 492 m³ Silo 4 : 37 000 m³ Silo 5 : 92 960 m³	338 881 m³ 300 931 m³ à l'issue des travaux de modernisation	A
2260-1.a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, séchage des substances végétales par contact direct avec les gaz de combustion Pour les activités relevant du travail mécanique	Semences : 790 kW Silo 1 : 50 kW Silo 2 : 80 kW Silo 3 : 30 kW Silo 4 : 50 kW Silo 5 : 50 kW	1 050 kW 1 020 kW à l'issue des travaux de modernisation	E
2925-1	Accumulateurs électriques Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant > à 50 KW	Atelier de charge d'accumulateurs	120 kW	D

2940-2	Application, cuisson, séchage de vernis, peintures...	Usine de semences	40 kg/j	DC
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale \geq à 50 MW	Séchoirs + Chaudières usine semences 65 MW Séchoirs Silo 1 : 36,5 MW Silo 2 : 3,7 MW Silo 4 : 14,6 MW Silo 5 : 13,6 MW	133,4 MW - 96,9 MW à l'issue des travaux de modernisation	A
4120-2	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition Substances et mélanges liquides	Stockage de KORIT	16 tonnes	A
4140-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies Substances et mélanges liquides	Divers produits	5 tonnes	D
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Stockage de KORIT 16 T Autres matières 55 T	71 tonnes	DC
4718-2.b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 et gaz naturel Pour les autres installations	Réservoir : 8,7 t Bouteilles : 0,8 t	9,5 tonnes	DC
4719-2	Acétylène	Stockage	518 kg	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Les installations exploitées relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2.1.1.0. 2.	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique		Période haute (= récolte) : 26,1 kgDBO5/j Période basse : 10,6 kgDBO5/j Moyenne annuelle : 12,4 kgDBO5/j	D
2.1.5.0 2.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet.		Surfaces imperméabilisées (bâtiments + voiries) 28,8 ha	A

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.2.1 - Pour les établissements IED :

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF LCP (Grandes installations de combustion). En complément, les documents

BREF transversaux EFS (Émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac) et ENE (Efficacité énergétique) sont applicables au site.

Conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

1.2.2 - Consistance des installations :

Le complexe agro-industriel LIMAGRAIN d'Ennezat est composé de diverses installations relatives aux activités de production de semences (USINE SEMENCES) et de production de céréales (USINE MÉTIERS DU GRAIN).

Le plan d'aménagement et la liste des infrastructures du site existant sont précisés en annexes 1 et 2 du présent arrêté.

La modernisation du site concerne les installations suivantes :

Phase 1 : Construction / Modernisation

- Création d'un nouveau magasin de produits finis (MPF) ;
- Création d'un nouveau parc à bennes en remplacement de l'actuel parc à bennes ;
- Modernisation du séchoir bennes et containers ;
- Création d'un atelier potagères pour le traitement des graines de courges et de concombres en remplacement de l'actuel atelier situé dans le secteur effeuillage/triage ;
- Création d'un nouveau silo (silo n°5 qui a pour vocation de remplacer le silo n°1) ;
- Bâtiments d'utilités (bureaux, cantines, vestiaires et laboratoire), sans classement ICPE.

Phase 2 : Démolition

- Démolition partielle du silo n°1 ;
- Démolition complète des bâtiments administratifs (bureaux, vestiaires et laboratoire).

La consistance des installations est conforme à la pièce PJ n°46 (description procédés) du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Le plan d'aménagement du site futur, après les travaux de modernisation dans ses phases 1 et 2, est précisé à l'annexe 3.

1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1.4 - Cessation d'activité

1.4.1 - Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage à vocation industrielle.

Les mesures prises ou prévues, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité du site comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- l'interdiction ou la limitation d'accès au site ;
- la suspension des risques d'incendie et d'explosion ;
- le démontage des bâtiments et l'évacuation des différentes installations et équipements ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

La notification de la cessation d'activité comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du

règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges dangereux. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges dangereux, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement, l'exploitant propose les mesures permettant la remise du site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base.

1.5 - Implantation

Les nouvelles installations sont implantées à une distance d'éloignement des limites du site. Les distances minimales suivantes sont retenues :

- le nouveau magasin de produits finis : 35 m
- les cellules de stockage du silo n°5 : 51 m
- la tour de manutention du silo n°5 : 72 m

Par ailleurs, tout local administratif est éloigné des capacités de stockages et des tours de manutention. Cette distance est au moins égale à 10 m pour les silos plats et 25 m pour silos verticaux.

1.6 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sans correction de la teneur en oxygène.

2.1 - Conception des installations

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

En complément des nouvelles installations définies ci-dessous, l'exploitant établit un plan de surveillance des rejets atmosphériques pour l'ensemble des installations du complexe agro-industriel d'Ennezat. Ce plan de surveillance sera proposé à l'inspection des installations classées sous un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Une identification exhaustive des émissaires du site (canalisés et diffus) et une caractérisation des polluants potentiels sont demandées en justification de la proposition de plan de surveillance.

2.1.1 - Conduits et installations raccordées

Conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Séchoir Silo 5	Séchoir Silo 5	13,6 MW	Gaz naturel	Fonctionnement moyen : 2 mois / an
Tour Silo 5 - 1	Filtre émotteur Silo 5	36 000 m³ /h	/	Émissions de poussières
Tour Silo 5 - 2	Filtre nettoyeur Silo 5	40 000 m³ /h	/	Émissions de poussières
Tour Silo 5 - 3	Filtre manutention Silo 5	60 000 m³ /h	/	Émissions de poussières
Tour Silo 5 - 4	Filtre process Silo 5	60 000 m³ /h	/	Émissions de poussières

2.1.2 - Conditions générales de rejet

Le rejet à l'atmosphère de l'air utilisé pour l'aération ou la ventilation des cellules ne peut se faire que sous réserve du respect des caractéristiques maximales de concentration de poussières énoncées à l'article 2.2.1 du présent arrêté.

Les systèmes de dépoussiérage sont aménagés et disposés de manière à permettre les mesures de contrôle de poussières dans de bonnes conditions. Leur bon état de fonctionnement est régulièrement vérifié.

2.2 - Limitation des rejets

2.2.1 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

2.2.1.1 - Pour les émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration.

Paramètre	1 Conduit : Séchoir Silo 5 (x1)	4 Conduits : Tour Silo 5
	Concentration mg / Nm³	Concentration mg / Nm³
Poussières	100	100
NO _x	500	/
COVNM	110	/

2.2.1.2 - Pour les émissions diffuses :

Toutes précautions sont prises, lors du chargement ou du déchargement des produits, afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement.

2.2.1.3 - Pour les autres émissaires (dépoussiérage, manutention silos de stockage)

Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 150 mg/Nm³ de poussières.

Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 100 mg/Nm³ de poussières.

2.2.2 - Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 - Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des émissions atmosphériques dans les conditions suivantes :

Paramètre	1 Conduit : Séchoir Silo 5	4 Conduits : Tour Silo 5
	Fréquence	Fréquence
Poussières	Annuelle	Annuelle
NO _x		/
COVNM		/

2.4 - Dispositions spécifiques

2.4.1 - Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

2.4.2 - Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses .

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées, des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

2.4.3 - Émissions et envois de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, de transvasement et de transport de produits pulvérulents sont, pour les nouvelles installations, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

2.4.4 - Émissions de gaz à effet de serre

L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance, approuvé par l'autorité compétente, conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2066. La quantité de gaz à effet de serre émise au cours d'une année civile est calculée ou mesurée et exprimée en tonnes de dioxyde de carbone.

A l'issue de chacune d'une des années civiles de la période d'affectation, l'exploitant restitue à l'État sous peine des sanctions prévues à l'article L.229-18 un nombre de quotas égal au total des émissions de gaz à effet de serre de ses installations ou résultant de ses activités aériennes, que ces quotas aient été acquis en application des dispositions de l'article L.229-15 ou du IV de l'article L.229-12.

3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 - Prélèvement et consommation d'eau

3.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal
		Annuel (m³/an)
Réseau public d'eau potable	Ennezat	15 000

L'exploitant établit un plan de sobriété hydrique (PSH) précisant :

- les actions qui sont mises en œuvre pour réduire la consommation d'eau dans le fonctionnement courant de l'établissement, en dehors des périodes de sécheresse ;
- les actions mises en œuvre en cas de sécheresse justifiant un arrêté préfectoral de restriction d'usage.

Le contenu du PSH est conforme à l'annexe 7 de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse n°20241045 du 17 juin 2024 sus-visé et transmis à l'inspection des installations classées sous un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

En cas de sécheresse et selon le niveau de vigilance activé, l'exploitant réduit ses prélèvements journaliers en application des objectifs fixés dans l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 - Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux usées industrielles (eaux de lavage de courges et eaux de nettoyage des bennes et containers) ;
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- eaux usées domestiques.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées (Lambert 93)	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur
Point N°1 (rejet interne)	X 716 566 Y 6 534 641	Eaux usées industrielles (eaux de lavage de courges)	Réseau Eaux pluviales (Point N°3)	/
Point N°2 (rejet interne)	X 716 892 Y 6 534 786	Eaux usées industrielles (eaux de nettoyage des bennes et containers)	Réseau Eaux pluviales (Point N°3)	/
Point N°3 (rejet externe)	X 717 288 Y 6 535 172	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées + Eaux usées industrielles (après débourbeur / séparateur d'hydrocarbure)	Milieu naturel après débourbeur / séparateur d'hydrocarbure	MORGE (affluent de l'Allier)

Point N°4 (rejet externe temporaire travaux)	X 716 969 Y 6 534 838	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Milieu naturel après débourbeur / séparateur d'hydrocarbure	MORGE (affluent de l'Allier)
---	--------------------------	---	--	---------------------------------

Les eaux usées domestiques (lavabos, toilettes, douches) sont collectées de manière séparative, puis sont traitées par des dispositifs d'assainissement autonome au droit de chaque bâtiment d'activité.

3.2.2 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

3.3 - Limitation des rejets

3.3.1 - Caractéristiques des rejets externes

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

- Température maximale : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur du milieu récepteur

Paramètre	Code SANDRE	Points N°1 et N°2 (rejets internes)		Points N°3 et N°4 (rejets externes)	
		Concentration maximale (mg/l) (*)	Flux maximal journalier (kg/j)	Concentration maximale (mg/l) (*)	Flux maximal journalier (kg/j)
MEST	1305	100	15	100	15
DBO5	1313	100	10	100	10
DCO	1314	300	15	300	15
Hydrocarbures totaux	7009	10	0,1	10	0,1

(*) la concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané (d'une durée minimale représentative). La concentration maximale peut être fixée au maximum au double de la concentration en moyenne journalière (article 21 AM 2/02/98)

3.4 - Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 - Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

3.4.2 - Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Réf.	Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Point N°1	Visés au point 3.3.1	24h asservi au débit	Annuelle
Point N°2			
Point N°3			
Point N°4			

3.5 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 - Surveillance des eaux souterraines

La surveillance consiste en un suivi des eaux souterraines de la nappe sur des paramètres physico-chimiques et organiques.

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Point de mesure	Positionnement relatif au sens d'écoulement constaté	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	Central	Eaux souterraines	7,20 m
PZ2	Amont	Eaux souterraines	7,00 m
PZ3	Aval	Eaux souterraines	8,00 m
PZ4	Sud	Eaux souterraines	8,50 m
PZ5	Latéral aval	Eaux souterraines	7,50 m

La localisation des ouvrages est précisée à l'annexe 5 du présent arrêté.

La surveillance est réalisée conformément à la prestation A210 de la norme NF X 31-620-2 « Qualité du sol – Prestations de service relatives aux sites et sols pollués – Exigences dans le domaine des prestations d'études, d'assistance et de contrôle ». Les prélèvements et échantillonnages des eaux souterraines sont réalisés conformément à la norme NF X31-615 « Qualité des sols - Méthodes de détection, de caractérisation et de surveillance des pollutions en nappe dans le cadre des sites pollués ou potentiellement pollués - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines dans des forages de surveillance pour la détermination de la qualité des eaux souterraines - ».

Les résultats de ces contrôles accompagnés de leurs commentaires éventuels sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

Si ces résultats mettent en évidence une dérive de l'évolution des résultats ou une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'Inspecteur des Installations Classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées (études complémentaires, travaux de dépollution...).

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres	Point de mesure	Fréquence des analyses
Nom		
pH, température, conductivité, potentiel redox et oxygène dissous	PZ1, PZ2, PZ3, PZ4 et PZ5	Annuelle (période de basses eaux)
ETM		
HCT		
HAP		
COHV		
BTEX		
PESTICIDES		

Le niveau piézométrique doit être relevé à chaque campagne.

4 - MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

4.1 - Mesures d'évitement, réduction et compensation

Les travaux de modernisation du complexe agro-industriel comprend, pour ses phases 1 et 2, les mesures suivantes.

Mesures d'évitement :

- Revalorisation du site existant d'Ennezat pour éviter l'impact socio-économique sur les communes voisines liés à la perte des emplois ;
- Réutilisation du foncier existant déjà aménagé pour éviter la consommation d'espaces agricoles ;
- Travaux uniquement réalisés de jour et du lundi au vendredi ;
- Adaptation de la période des travaux sur l'année ;
- Remplacement des équipements par des équipements plus performants.

Mesures de réduction :

- Traitements acoustiques afin de limiter les niveaux sonores ;
- Réalisation d'une étude prédictive des niveaux sonores afin d'adapter les mesures de réduction des nuisances sonores ;
- Dispositif antibruit en limite de propriété sud-est avec les habitations (merlon) ;
- Choix de technologies moins bruyantes ;
- Pièges à son sur les équipements les plus bruyants ;
- Dispositif de limitation des nuisances envers les populations (qualité de l'air) ;
- Action sur les engins de chantier : extinction des moteurs dès que possible, présence et bon fonctionnement du filtre à particules, etc ;
- Mise en place de dépoussiéreurs/ filtres sur les rejets des installations ;
- Récupération des eaux de pluies ;
- Récupération de l'énergie issue de la chaleur produite par les groupes froids du MPF (préchauffage de l'eau du réseau de chaleur du site) ;
- Production d'électricité par panneaux photovoltaïques ;
- Adaptation des dates et horaires du planning du chantier ;
 - Le début de chantier, initié par les travaux lourds de terrassement (ainsi que leur préparation), commencera en dehors de la période allant de mars à septembre afin de limiter leur impact.

- Les travaux seront réalisés uniquement de jour.
- Réduction et gestion des espèces végétales exotiques envahissantes
Des mesures curatives cherchant à limiter la reproduction et la dispersion d'espèces envahissantes après leur implantation, et d'empêcher leur propagation à d'autres endroits du site seront mises en place :
 - Repérage et balisage des zones contaminées ;
 - Traitement des zones d'infestation suivant un protocole dédié et validé préalablement par un écologue (méthode par arrachage des plants, fauche et surveillance, etc.) ;
 - Mise en place d'une station de lavage pour nettoyer les engins de chantier à leur sortie du chantier pour ne pas polluer les voiries LIMAGRAIN en exploitation et les voiries d'accès au site ;
 - Minimiser la circulation des engins aux zones strictement utiles au chantier.
- Mise en valeur paysagère via plantation d'arbres, haies. Les haies replantées sont constituées d'un mélange diversifié et local d'essences (marque « végétal local » ou équivalent). Des modalités d'entretien respectant le cycle de vie des espèces exploitant les haies sont définies.

Mesures de compensation :

Des mesures compensatoires sont mises en place au regard des impacts résiduels significatifs qui subsistent sur la prairie semi-sèche et sur les espèces de Cynoglosse de Crète et l'Epière d'Allemagne, rares et non protégées.

Les mesures compensatoires prévues sont :

- C1 : Sauvegarde et transplantation des espèces des populations de Cynoglosse de Crète et d'Epière d'Allemagne
Cette mesure de conservation a pour but de conserver les populations des deux espèces identifiées sur le site LIMAGRAIN et sur le ou les sites de compensation relevant de la mesure C2. Les terres végétales riches en espèces menacées seront préservées, stockées (sans mélange de terres extérieures) et réutilisées à des fins conservatoires (usage de la banque de graines du sol pour le Cynoglosse et l'Epière). L'ensemble des opérations sera suivi par un cabinet écologue.

- C2 : Compensation de l'impact sur la parcelle pâturée
Un coefficient de compensation de 1,5 est recherché pour le projet de compensation de parcelles compte-tenu du caractère dégradé du site par le pâturage et par sa configuration très isolée. La prairie et les milieux associés impactés couvrent une surface de 5,4 ha, ce qui représente une surface totale de compensation au moins égale à 8,1 ha. Dans le cas de compensation sur plusieurs sites, le site principal devrait cibler une superficie minimale de 5 ha.

Ces mesures compensatoires sont mises en œuvre en priorité sur le site endommagé ou, en tout état de cause, en proximité fonctionnelle avec celui-ci afin de garantir ses fonctionnalités de manière pérenne.

Le ou les sites d'accueil doivent présenter des caractères homogènes et similaires au site affecté d'un point de vue physique et du point de vue de l'occupation humaine.

Le décalage temporel entre l'impact effectif et la mise en œuvre des mesures de compensation doit être nul ou réduit au minimum.

A ce titre, la mise en œuvre des mesures de compensation est demandée sous un délai maximal de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Un plan de gestion spécifique aux parcelles accueillant les mesures de compensation est formalisé et validé par un expert écologue. Il est adapté aux besoins écologiques des espèces bénéficiaires de la compensation.

4.2 - Suivi des mesures

Chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année N+1, le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires.

5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1 - Prévention des nuisances sonores et des vibrations

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V — titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Le merlon de terre prévu au projet comme dispositif anti-bruit, en limite de propriété sud-est, présente une hauteur de 5 m et une largeur au sol de 10 m.

5.2 - Limitation des Niveaux de Bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 4 du présent arrêté.

5.2.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Pour l'ensemble des points de mesure	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant la localisation des zones à émergence réglementée (annexe 4 du présent arrêté).

5.2.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Dans le cadre des travaux de modernisation, afin de valider l'atteinte des objectifs acoustiques, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au plus tard 6 mois après la mise en service de chaque nouvelle installation (magasin de produits finis, silo n°5, parc à bennes et atelier potagères).

Hors travaux de modernisation, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 3 ans.

5.2.3 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

5.2.4 - Bruit à tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

5.2.5 - Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

5.3 - Limitation des émissions lumineuses

Les émissions lumineuses sont limitées au strict minimum pour la sécurité de l'activité du site.

5.4 - Insertion paysagère

L'exploitant prend les dispositions appropriées permettant d'intégrer l'installation dans le paysage.

Une mise en valeur paysagère, notamment par la plantation d'arbres et de haies, est demandée pour les installations faisant l'objet d'une modernisation (magasin de produits finis, silo n°5, parc à bennes et atelier potagères).

Le bosquet existant situé au sud du site est maintenu sans modification notable.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

6.1 - Conception des installations

6.1.1 - Dispositions constructives et comportement au feu

Les bâtiments sont construits conformément aux dispositions décrites dans l'étude de dangers. Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nouveau magasin de produits finis est équipé d'un système d'extinction automatique par hypoxie par maintien d'une concentration faible en oxygène. Les conditions particulières applicables au fonctionnement de cette installation sont définies à l'article 8.2 du présent arrêté.

6.1.2 - Désenfumage

Le nouveau magasin de produits finis ne doit pas être équipé de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC) en raison de sa spécificité de fonctionnement (maintien d'une concentration faible en oxygène).

6.1.3 - Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Les installations respectent les dispositions relatives à la protection contre la foudre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

6.1.4 - Organisation des stockages

Les stockages sont organisés conformément aux dossiers relatifs au site, en particulier l'étude de danger. Les stockages de déchets combustibles et de palettes neuves et usagées sont éloignés des bâtiments de production et des silos, d'une distance garantissant l'absence de propagation, vers les installations du site, d'un éventuel incendie débutant sur ces stockages de déchets.

6.1.5 - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'accès au site par les services d'incendie et de secours est garantie 24 h sur 24 h.

L'ensemble des bâtiments est accessible aux engins de secours au travers d'une voie de type « engins ». Toutes les issues sont desservies par au moins un chemin stabilisé de 1,80 m de large permettant le passage d'un dévidoir.

Le stationnement d'échelles aérienne doit être possible au droit des principaux bâtiments (silos et magasins de produits finis).

6.1.6 - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

L'exploitant dispose :

- d'un volume de rétention de 3 245 m³ associé au stockage des eaux usées industrielles (eaux de lavage de courges et eaux de nettoyage des bennes et containers) ;
- d'un volume de rétention de 2 600 m³ associé au stockage des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;

En complément, l'exploitant dispose d'une rétention de 100 m³ associée au stockage des produits de traitement phytosanitaire (bâtiment de conditionnement).

Le confinement des eaux d'extinction est effectué selon les modalités suivantes :

- besoin total du site : 1 355 m³ (nouvelles installations) + 2 100 m³ (installations existantes) ;
- volume disponible : environ 5 000 m³ répartis sur plusieurs bassins de rétention étanches et équipés de système de déconnexion avec le milieu naturel.

Aucun bassin de rétention n'est autorisé en limite de propriété au droit des habitations situées au sud du site.

L'exploitant précisera à l'inspection des installations classées, sous un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, la répartition des volumes disponibles.

6.1.7 - Évents et parois soufflables

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

6.2 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

6.2.1 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et dont le minimum est précisé comme ci-après :

- une réserve d'eau de 1 200 m³, munie de colonnes fixes d'aspiration équipées de raccords normalisés et d'accès permettant une mise en aspiration directe par les services d'incendie. Cette réserve d'eau peut être réalimentée par un poteau d'irrigation : mise en place, en cas de besoin et par les services d'incendie, d'une tuyauterie souple reliant le poteau d'irrigation à la colonne sèche existante de diamètre DN110 situé à proximité ;
- une réserve d'eau de 1 600 m³, équipée de raccords normalisés ;
- une réserve d'eau enterrée de 80 m³ ;
- une réserve d'eau de 60 m³ spécifique au fonctionnement des RIA ;
- 3 poteaux incendie « relais » de 100 mm (dont 2 situés sur l'emprise du site LIMAGRAIN INGREDIENTS) alimentés par la réserve d'eau de 1 200 m³ précitée via un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel ;
- 5 poteaux incendie de 100 mm site alimentés par le réseau d'eau de ville ;
- un système d'extinction automatique d'incendie (sprinkler) équipant le magasin de produits finis existant, adapté aux produits présents et raccordé à une réserve d'eau de 430 m³ ;
- des systèmes de détection automatique d'incendie équipant plusieurs bâtiments (magasins de produits finis actuels, ateliers, locaux électriques, ...) ;
- des extincteurs de différents types et de nature adaptée aux risques répartis judicieusement dans l'enceinte de l'établissement. Leur implantation est conforme au code du travail ;
- des robinets d'incendie armés (RIA) présents au niveau des séchoirs des silos, dans le magasin semences et dans les ateliers de calibrage / conditionnement. L'alimentation se fait par un réseau dédié alimenté par une réserve de 60 m³ ;
- des colonnes sèches.

À la mise en service du nouveau magasin de produits finis, les moyens de lutte contre l'incendie précités sont complétés par les moyens suivants :

- 4 poteaux incendie alimentés par une réserve d'eau souple de 480 m³ ;
- un système de détection incendie précoce avec report d'alarme ;
- un système d'extinction automatique par hypoxie par maintien d'une concentration faible en oxygène pour la cellule de stockage du nouveau magasin de produits finis. Les prescriptions spécifiques sont définies à l'article 8.2 du présent arrêté ;
- un système d'extinction automatique d'incendie (sprinkler) équipant la zone hors stockage du nouveau magasin de produits finis, adapté aux produits présents et raccordé à la réserve d'eau existante de 430 m³.

À la mise en service du nouveau silo n°5, les moyens de lutte contre l'incendie précités sont complétés par les moyens suivants :

- 1 poteau incendie alimentés par une réserve d'eau souple de 240 m³.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de fonctionnement, vérifiés et testés au moins une fois par an, repérés et facilement accessibles sur le site. Les rapports de vérification sont consignés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

6.2.2 - Organisation

Un plan d'organisation interne pour la gestion des situations d'urgence est établi par l'exploitant sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.

Les incidents, pannes ou anomalies relevés alimentent un processus d'amélioration continue. Un bilan annuel des événements significatifs est réalisé afin d'identifier les principales causes et les actions à mettre en place.

Ces consignes et procédures font l'objet de formations spécifiques dispensées à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement.

Des tests de mise en œuvre sont organisés à des intervalles n'excédant pas trois ans.

7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

7.1 - Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique,
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

7.2 - Stockage des déchets

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

Les stockages extérieurs (emballages, déchets, palettes, etc.) et les bennes ouvertes sont situés à une distance d'au moins 10 mètres du bâtiment ou isolés par une paroi EI 120.

Si le nombre de palettes stockées à l'extérieur est supérieur à 150, le stockage est divisé de façon à ne pas dépasser 150 palettes par stockage respectant :

- une distance de 10 mètres entre chaque stockage de palettes ;
- une distance d'au moins 10 mètres des bâtiments ou une isolation par une paroi EI 120.

7.3 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	02 01 03	Déchets organiques
	02 03 99	Semences déclassées
	08 03 18	Cartouches d'encre
	15 01 02	Big-bag / housse
	15 01 03	Bois
	20 01 01	Cartons et papiers
	20 01 40	Ferrailles
	20 03 01	Déchets ultimes
Déchets dangereux	07 07 04*	Eaux de lavage
	13 02 05*	Huiles moteurs usagés
	14 06 01*	Fluides frigorigènes

	15 01 10*	Emballages souillés
	15 02 02*	Absorbants et matériaux filtrants
	16 05 04*	Aérosols
	16 07 09*	Boues liquides souillées (séparateurs hydrocarbures)
	17 06 05*	Débris d'amiante (travaux de rénovation de toiture)
	20 01 21*	Lampes et tubes
	20 01 35*	DEEE

7.4 - Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités produites durant 3 mois.

8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

8.1 - Conditions particulières applicables au fonctionnement du magasin de produits finis (MPF)

Les dispositions des articles 2.2.6, 2.2.7, 2.2.8.1, 2.2.8.2, 2.2.8.3 et 2.4.1 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont aménagées pour le nouveau magasin de produits finis au regard de sa spécificité de fonctionnement sous une atmosphère hypoxique.

La cellule de stockage du nouveau magasin de produits finis présente une surface de 5 904 m², sa structure est R15 et elle est équipée d'un système d'extinction automatique par hypoxie par maintien d'une concentration faible en oxygène (11 %). Elle n'est pas équipée en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs ni d'amenées d'air frais.

La cellule est découpée en 3 zones étanches afin d'adapter le volume en stockage qui varie en fonction de la saison :

- zone 1 correspondant à 20 % du volume de la cellule de stockage ;
- zone 2 correspondant à 40 % du volume de la cellule de stockage ;
- zone 3 correspondant à 40 % du volume de la cellule de stockage.

Les matières stockées sous température positive sont stockées jusqu'à une hauteur maximale de 17 mètres dans la cellule de stockage du nouveau magasin de produits finis.

La zone 1 peut fonctionner à une concentration très faible en oxygène (0,1 %) correspondant à un traitement insecticide par anoxie avant mise en stockage.

L'installation comprend une unité de production d'air désoxygéné (air à 3% d'O₂) qui est injecté dans le volume du local à protéger. Le taux d'oxygène dans le local est régulé à partir d'un suivi en continu des paramètres suivants :

- concentrations d'oxygène et d'azote (3 zones distinctes couverte par un réseau de capteurs d'O₂),
- pression de l'air ambiant,
- température de l'air ambiant.

L'installation est conçue et installée conformément à la norme française NF EN 16750. Elle fera l'objet d'une visite de conformité avant sa mise en service.

L'installation est inspectée, testée et maintenue dans le temps par du personnel qualifié. Le nombre, la répartition et la précision des capteurs d'oxygène doivent être strictement maintenus en service.

Un système de détection incendie précoce avec report d'alarme est installé.

Les consignes suivantes doivent être appliquées :

- L'accès au bâtiment est interdit au personnel hors phase de maintenance et d'intervention de sécurité ;
- La présence d'une concentration faible en oxygène est signalé à chaque point d'entrée dans le bâtiment.
- Toute intervention dans le bâtiment fait l'objet d'un permis de travail et/ou d'un plan de prévention explicitant les risques et les consignes de sécurité à suivre lors de l'intervention ;
- Le délai d'intervention pour la levée de doute est réduit à 20 min.

Les ateliers annexes sont équipés d'une extinction automatique classique à eau. Le système est relié à la pomperie et à la cuve d'eau existante.

8.2 - Conditions particulières relatives aux installations photovoltaïques

Les bâtiments et zones suivantes sont équipés de panneaux photovoltaïques en toiture :

- Magasin de Produits Finis (MPF) ;
- En ombrières du parking de stationnement de véhicules légers (VL) ;
- Parcs à bennes.

La puissance installée totale des installations photovoltaïques est de 9 000 kWc.

Les installations photovoltaïques respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

De plus, les installations photovoltaïques respectent l'application des mesures suivantes :

- réaliser la mise en place de l'installation photovoltaïque conformément aux dispositions réglementaires applicables au bâtiment concerné en matière de prévention contre les risques d'incendie et de panique ;
- réaliser l'installation de panneaux photovoltaïque en respectant les préconisations des documents suivants : norme NFC 15-100, guide pratique de l'union technique de l'électricité « installation photovoltaïque sans stockage et raccordée au réseau public de distribution (UTE C 15-712 de-juillet 2013) », guide pratique réalisé par l'ADEME avec le syndicat des énergies renouvelables baptisé « spécifications techniques relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïques raccordés au réseau (1er décembre 2008) » ;
- prendre toutes les dispositions pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension (système de coupure au plus près de la chaîne photovoltaïque et/ou cheminement des câbles DC par l'extérieur ou protégés si cheminement en intérieur) ;
- permettre une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs, positionnée de façon visible à proximité du dispositif de mise hors tension du bâtiment et identifiée par la mention : « Attention – Présence de deux sources de tension : 1 - Réseau de distribution ; 2 - Panneaux photovoltaïques » en lettres noires sur fond jaune ;
- laisser libre un cheminement d'au moins 50 cm de large autour du ou des champs photovoltaïques installées en toiture. Celui-ci permet notamment d'accéder à toutes les installations techniques du toit (exutoires, climatisation, ventilation, visite...)
- isoler (s'il existe) le local technique onduleur par des parois de degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes ;
- signaler sur les plans d'intervention du bâtiment, destinés à faciliter l'intervention des secours, les emplacements du ou des locaux techniques onduleurs ;
- apposer le pictogramme dédié au risque photovoltaïque à l'extérieur du bâtiment près de l'accès des secours aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ainsi que sur les câbles DC tous les 5 mètres

- prendre toutes les dispositions visant à prévenir les risques d'effondrement et notamment s'assurer que la structure est en mesure de supporter l'installation photovoltaïque dans les conditions climatiques de neige et vent prévues aux règles NV65 ;
- assurer que l'accès des véhicules de secours comporte les caractéristiques suivantes : largeur minimale de 3 mètres possédant une force portante de 160 kilo-Newton, hauteur libre de tout obstacle de 3,5 m ;
- assurer la défense extérieure contre l'incendie par des points d'eau incendie sous pression normalisés. Ils devront assurer le débit minimum prévu par l'étude de dangers de l'exploitant ;
- assurer un espace libre (de tout stockage ou construction) d'au moins 10 mètres entre les différents bâtiments.

9 - DISPOSITIONS FINALES

9.1 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

9.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://citoyens.telerecours.fr>

9.3 - Notification des recours

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (Monsieur le préfet du Puy-de-Dôme) et au bénéficiaire de la décision (la société Coopérative Agricole LIMAGRAIN, Biopôle Clermont-Limagne, 14 rue Henri Mondor, 63 360 Saint-Beauzire), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

9.4 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée aux mairies d'Ennezat et de St Ignat et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de l'arrêté est affiché aux mairies d'Ennezat et de St Ignat pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement, à savoir les communes de Clerlande, Ennezat, Entraigues, Martres-sur-Morge, Surat, Saint-Ignat et Varennes-sur-Morge, ainsi que la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société coopérative agricole LIMAGRAIN et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

9.5 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, la Sous-préfète de l'arrondissement de Riom, le Directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires d'Ennezat et de St Ignat, ainsi qu'au SDIS 63.

Clermont-Ferrand, le - 5 MARS 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Jean-Paul VICAT

Annexe 1
Plan d'aménagement du site existant



Annexe 2
Liste des infrastructures du site existant

Usine SEMENCES		
N° zone	Unité	Volume(s) d'activité
A, B et C	Silos Verticaux	3 Silos de 8 000 m ³ 2 boisseaux de 50 m ³ 1 boisseau de 40 m ³ Stockage total = 24 140 m³
A	Séchoirs semences	6 séchoirs de type veine d'air (Nord du magasin de stockage) Puissance thermique totale de 48,1 MW Rubrique 3110 / 2160 (si rattachement silos) Possibilité de stockage dans les cases de séchoirs silo plat 9 000 m ³
B	Boisseaux rafles	1 Silo de 474 m ³ Stockage total = 474 m³
C	Calibrage Approvisionnement	1 boisseau de 125 m ³ 1 boisseau de 30 m ³ 8 boisseaux de 40 m ³ 1 boisseau de 15 m ³ 4 boisseaux de 40 m ³ 1 boisseau de 125 m ³ 5 boisseaux de 125 m ³ Stockage total = 1 400m³
D	Traitement et conditionnement	Stockage avec utilisation de produits dangereux pour le traitement de semences : <ul style="list-style-type: none"> • 4140-2 : stockage autorisé de 5 tonnes • 4120-2 A 16 tonnes (KORIT) • 4510 : 71 tonnes (sur l'ensemble du site) comprenant 16 Tonnes de KORIT et 55 tonnes de divers produits sur l'usine semences • 4511 à max 15 tonnes <i>Source : courrier de la préfecture du 21 novembre 2023</i>
E	Magasin d'expédition (de stockage des semences conditionnées)	210 000 m ³ à température non dirigée (rubrique 1510) Environ 16 700 m ³ à température dirigée (rubrique 1511) <i>NB : légère augmentation du volume du magasin réalisée en 2021 (volume précédent de 13 000 m³) pour la rénovation de la toiture du bâtiment (travaux déclarés à la préfecture par le présent dossier).</i> Boisseaux TD4 : 120 m ³
F	Séchoirs semences NZA2	Séchoirs G et H: (2 x 2 900 th/h + 1*2000 th/h soit 2 x 3 373 kW + 1 x 2 326 kW) 7 800 th/h soit 9,07 MW
	Séchoirs bennes et containers	Séchoirs bennes : 2 x 1 450 th/h + 1 de 559 th/h + 1 de 516 th/h soit 2 x 1 686 kW + 1 x 650 kW + 1 x 600kW Séchoirs containers : 3 x 215 th/h soit 3 x 250 kW 4 620 th/h soit 5,37MW
	Atelier NZA2	Uniquement séchage / égrenage / effeuillage pour les « semences de base » Pas de stockage (complément de l'usine de semence) 2 Silos de 75 m ³ Stockage total = 150 m³
	Atelier d'égrenage	-
G	Atelier d'effeuillage R3	Fonctionne uniquement sur semences de base <ul style="list-style-type: none"> • 2 effeuilleuses • 4 tables de tri
J	Atelier d'effeuillages R1-R2	(puissances des machines comptabilisées avec celles de l'usine semence) Silos 125 m ³

Usine METIERS DU GRAIN		
Silo n°1		
N° zone	Unité	Volume(s) d'activité
Usine n°1 (U1)	4 boisseaux métalliques	Capacité unitaire = 32 t (40m³)
	2 cases métalliques de stockage des brisures	Capacité totale = 470 t (300m³ et 700m³)
	1 unité de séchage : 3 séchoirs LAW de type veine d'air au gaz naturel	3 x 5,3 MW 4 500 kg/h
	1 batterie : 3 cellules métalliques	Capacité unitaire = 900 t Diamètre = 9,8 m
	1 Silo de stockage en case métallique	Capacité totale = 5 000 t <i>4 ciel ouvert avec toiture = bardage métallique</i>
	1 batterie : 15 cellules métalliques cylindriques	Capacité unitaire = 450 t Diamètre = 12,45 m
	1 cellule métallique cylindrique	Capacité unitaire = 1 350 t Diamètre = 11,55 m
	1 trémie de réception/expédition Boisseaux métalliques de stockage	Débit = 200 t/h (déchets) Capacité = 150 t
	1 boisseau expédition des graines et criblures	75 t
	1 liaison aérienne de manutention (Silo n°2)	Débit = 200 t/h
	1 liaison aérienne de manutention (Silo n°3)	Débit = 200 t/h
	1 unité de dry-aération	Capacité = 600 t Débit = 60 t/h En continu
	Circuit de réception/expédition par route + pré-stockage des produits humides	Débit=150t/h + Capacité de 1 500 t
	Volume total de stockage des silos verticaux	42 400 m³
Usine n°2 (U2)	Circuit de réception/expédition par route + Pré-stockage produits humides (6 cellules béton à fond conique)	Débit = 150 t/h + Capacité totale = 1 800 t
	1 boisseau métallique (expédition grains/déchets)	Capacité = 200 t
	Expédition en boisseaux métalliques : 8 boisseaux pour le grain 2 boisseaux pour le grain 2 boisseaux pour les brisures 2 boisseaux pour les poussières	Capacité unitaire : 40 t 80 t 25 t 20 t
	Séchage : 2 séchoirs LAW de type veine d'air au gaz naturel	Capacité unitaire = 4 500 kg/h
	1 batterie : 8 cellules dry-aération (utilisée par Usine n°3)	Capacité total = 3 200 t Diamètre = 7,80 m
	1 Silo de stockage à plat (parois béton et ossature métallique type portique, couverture en plaque fibrociment)	Capacité = 12 000 t
	1 Silo de stockage à plat (panneaux pliés, couverture en charpente métallique et plaques fibrociment)	Capacité = 12 000 t
	Dry-aération	Capacité = 400 t Débit = 40 t/h En continu
	Volume total dans silos plats	34 000 m³
	Volume total de stockage des silos verticaux	8 700 m³
Usine n°3 (U3)	4 boisseaux de stockage métalliques (maïs humide)	Capacité unitaire = 100 t Volume unitaire = 130 m³
	Pré-stockage produits humides : 2 cellules	Capacité unitaire = 400 t Diamètre = 7,80 m
	Séchoirs : 2 séchoirs FAO de type veine d'air au gaz naturel	Capacité unitaire = 3 500 kg/h
	Volume total de stockage des silos verticaux	1 700 m³

Silo n°2

N° zone	Unité	Volume(s) d'activité
	1 boisseau métallique d'expédition (chemin de fer)	Capacité = 450 t 600 m³
	1 unité de réception/expédition (camion) – Silo 2-4 2 trémies	Débit = 100 t/h
	1 unité de réception/expédition (camion) – Silo 2-5 2 trémies	Débit = 200 t/h
	Séchoir type veine d'air au gaz naturel 2 colonnes de séchage	Capacité = 2 500 points 3,7 MW <i>Les séchoirs ne sont plus utilisés</i>
	1 trémie de réception / expédition reliée à la voie ferrée	-
	1 salle de commande	-
	1 tour de manutention : système d'aspiration envoyant les poussières vers la chambre à poussière (Silo 2-4)	Capacité = 100 m³
	1 boisseau à poussière (Silo 2-5)	Capacité = 50 m³
S2-4 (Silo 4)	18 cellules	Capacité unitaire = 1 300 m³
	8 as de carreau	Capacité unitaire = 500 m³
	6 boisseaux d'expédition	Capacité unitaire = 40 m³ (ou 30 t)
	2 cellules (brisures)	Capacité unitaire = 20 m³ (ou 10 t)
	4 boisseaux doseurs	Capacité unitaire = 60 m³ (ou 50 t)
	Total U2-4	28 020 m³
S2-5 (Silo 5)	18 cellules	Capacité unitaire = 2 000 m³
	6 as de carreaux	Capacité unitaire = 500 m³
	1 as de carreaux	Capacité = 1 300 m³
	1 boisseau (B54)	Capacité = 125 t
	1 boisseau (C32)	Capacité = 800 t
	Total U2-5	41 600 m³

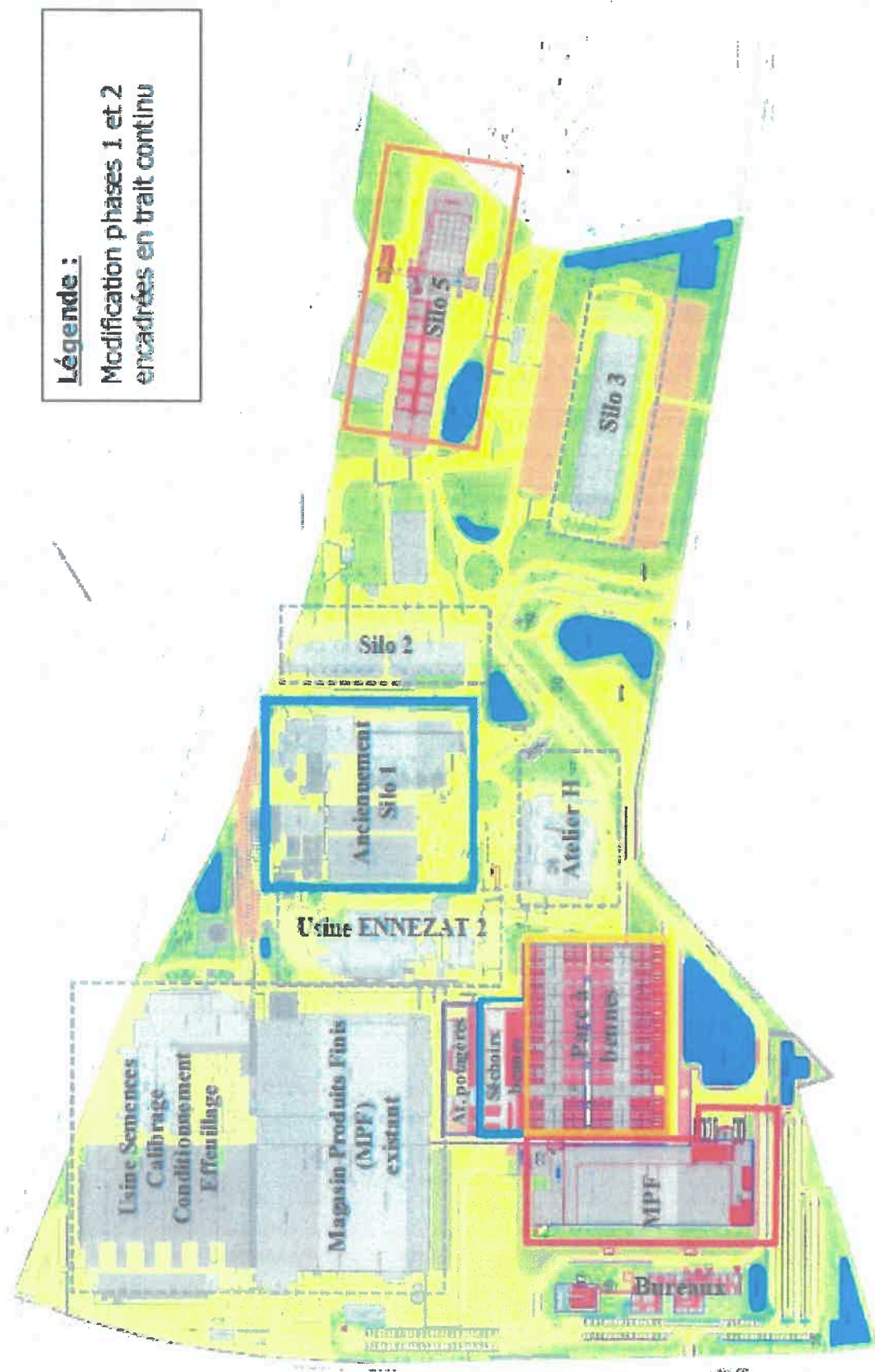
Silo n°3

N° zone	Unité	Volume(s) d'activité
S3-4 (Silo MC4)	32 cellules de fût verticaux en béton armé + système de ventilation	Capacité unitaire = 708 m³ Diamètre = 7,6 m
	18 as de carreaux au sein des fûts + système de ventilation	306 m³
	3 as de carreaux non affectés au stockage (joint de dilatation entre les fûts)	-
	1 tour de travail (Sud-ouest) : élévateur à godet	-
	1 zone réception des céréales : 2 trémies reliées à la tour (transporteurs à chaîne entièrement capotés)	Capacité unitaire = 40 m³
	1 liaison aérienne d'ensilage avec Silo 1 – pour utilisation du séchoir (Usine n°1)	-
	Total S3-4	28 258 m³
S3-5 (Silo MC5)	32 cellules de fûts verticaux en béton armé	Capacité unitaire = 778 m³ Diamètre = 7,6 m
	18 as de carreaux au sein de fûts	Capacité unitaire = 336 m³

	3 as de carreaux non affectés au stockage (joint de dilatation)	-
	1 tour de travail du grain (prolongement Silo MCS, partie Nord-est) 2 circuits de nettoyage fonctionnant en parallèle	-
	1 zone d'expédition des céréales : 8 boisseaux en acier	Capacité unitaire = 40 m³
	1 boisseau métallique (poussières)	Capacité = 50 m³
	Total S3-5	31 314 m³
Total		59 600 m³ (59 572 m³)

Silo n°4		
N° zone	Unité	Volume(s) d'activité
-	15 cellules : fûts verticaux en béton armé (système de ventilation)	Capacité unitaire = 1 857 m³ Diamètre = 9 m
-	3 cellules : fûts verticaux en béton armé (système de ventilation)	Capacité unitaire = 1 823 m³ Diamètre = 9 m
-	6 as de carreaux au sein des fûts (système de ventilation)	Capacité unitaire = 464 m³
-	½ as de carreau : criblures	Capacité = 225 m³
-	4 as de carreau non affectés au stockage (joints de dilatation entre les fûts)	-
-	1 tour de travail (Sud) : 6 élévateurs, 1 nettoyeur, 1 émotteur	-
-	1 zone de réception céréales : 2 boisseaux	Capacité unitaire = 135 m³
	1 bâtiment bureau de pilotage du Silo n°4	-
Total		37 000 m³
Puissance thermique nominale Séchoirs		8,6 MW <i>(2 x 4,3 MW)</i>

Annexe 3 **Plan d'aménagement du site futur**



Annexe 4
Localisation des zones à émergence réglementée



Annexe 5

Localisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines



SOMMAIRE

1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	5
1.1.1 - <i>Exploitant titulaire de l'autorisation.....</i>	5
1.1.2 - <i>Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....</i>	5
1.1.3 - <i>Localisation et surface occupée par les installations.....</i>	5
1.1.4 - <i>Autorisations embarquées.....</i>	6
1.1.5 - <i>Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....</i>	7
1.2 - Nature des installations.....	7
1.2.1 - <i>Pour les établissements IED :.....</i>	8
1.2.2 - <i>Consistance des installations :.....</i>	9
1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	9
1.4 - Cessation d'activité.....	9
1.4.1 - <i>Cessation d'activité et remise en état.....</i>	9
1.5 - Implantation.....	10
1.6 - Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	10
2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....	10
2.1 - Conception des installations.....	10
2.1.1 - <i>Conduits et installations raccordées.....</i>	11
2.1.2 - <i>Conditions générales de rejet.....</i>	11
2.2 - Limitation des rejets.....	11
2.2.1 - <i>Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.....</i>	11
2.2.1.1 - <i>Pour les émissions canalisées.....</i>	11
2.2.1.2 - <i>Pour les émissions diffuses :.....</i>	11
2.2.1.3 - <i>Pour les autres émissaires (dépoussiérage, manutention silos de stockage).....</i>	11
2.2.2 - <i>Odeurs.....</i>	12
2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	12
2.3.1 - <i>Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....</i>	12
2.4 - Dispositions spécifiques.....	12
2.4.1 - <i>Pollutions accidentelles.....</i>	12
2.4.2 - <i>Voies de circulation.....</i>	12
2.4.3 - <i>Émissions et envols de poussières.....</i>	12
2.4.4 - <i>Émissions de gaz à effet de serre.....</i>	12
3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	13
3.1 - Prélèvement et consommation d'eau.....	13
3.1.1 - <i>Origine des approvisionnements en eau.....</i>	13
3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	13
3.2.1 - <i>Points de rejet.....</i>	13
3.2.2 - <i>Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....</i>	14
3.3 - Limitation des rejets.....	14
3.3.1 - <i>Caractéristiques des rejets externes.....</i>	14
3.4 - Surveillance des prélèvements et des rejets.....	15
3.4.1 - <i>Relevé des prélèvements d'eau.....</i>	15
3.4.2 - <i>Contrôle des rejets.....</i>	15
3.5 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	15
3.5.1 - <i>Surveillance des eaux souterraines.....</i>	15
4 - MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION.....	16
4.1 - Mesures d'évitement, réduction et compensation.....	16
4.2 - Suivi des mesures.....	18
5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE.....	18
5.1 - Prévention des nuisances sonores et des vibrations.....	18
5.2 - Limitation des Niveaux de Bruit.....	18
5.2.1 - <i>Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....</i>	18
5.2.2 - <i>Mesures périodiques des niveaux sonores.....</i>	18
5.2.3 - <i>Valeurs limites d'émergence.....</i>	18
5.2.4 - <i>Bruit à tonalité marquée.....</i>	19
5.2.5 - <i>Vibrations.....</i>	19

5.3 - Limitation des émissions lumineuses.....	19
5.4 - Insertion paysagère.....	19
6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	19
6.1 - Conception des installations.....	19
6.1.1 - <i>Dispositions constructives et comportement au feu</i>	19
6.1.2 - <i>Désenfumage</i>	20
6.1.3 - <i>Dispositions relatives à la protection contre la foudre</i>	20
6.1.4 - <i>Organisation des stockages</i>	20
6.1.5 - <i>Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation</i>	20
6.1.6 - <i>Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles</i>	20
6.1.7 - <i>Événements et parois soufflables</i>	20
6.2 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	21
6.2.1 - <i>Moyens de lutte contre l'incendie</i>	21
6.2.2 - <i>Organisation</i>	21
7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....	22
7.1 - Généralités.....	22
7.2 - Stockage des déchets.....	22
7.3 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation.....	22
7.4 - Limitation du stockage sur site.....	23
8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS.....	23
8.1 - Conditions particulières applicables au fonctionnement du magasin de produits finis (MPF).....	23
8.2 - Conditions particulières relatives aux installations photovoltaïques.....	24
9 - DISPOSITIONS FINALES.....	25
9.1 - Caducité.....	25
9.2 - Délais et voies de recours.....	25
9.3 - Notification des recours.....	26
9.4 - Publicité.....	26
9.5 - Exécution.....	26